

OBJET

Les présentes conditions générales de vente s'appliquent à l'ensemble des prestations de formation engagées par Initiative & Formation Rhône-Alpes pour le compte d'un **stagiaire**. Le fait de s'inscrire ou de passer commande implique l'adhésion entière et sans réserve du **stagiaire** aux présentes conditions générales de vente. Les présentes conditions générales de vente prévalent sur tout autre document du **stagiaire**, et en particulier sur toutes les conditions générales d'achat du **stagiaire**.

PROCEDURE D'INSCRIPTION

Le prescripteur doit manifester son souhait de s'inscrire à une formation dispensée par Initiative & Formation Rhône-Alpes en remplissant la fiche d'inscription sur le site. A la suite de cette première étape, il recevra un mail lui demandant de retourner un bulletin d'inscription dûment complété accompagné d'un chèque à l'ordre d'Initiative & Formation Rhône-Alpes, d'un montant de 70 euros (50 euros d'acompte + 20 euros d'adhésion) à l'adresse indiquée sur le bulletin.

REGLEMENT INTERIEUR POUR LE DEROULEMENT DES FORMATIONS

Transmis avec le bulletin d'inscription.

CONDITIONS FINANCIERES, REGLEMENTS ET MODALITES DE PAIEMENT

Conditions d'inscription

L'inscription est validée après versement de l'acompte (ou accord de prise en charge)

Modalités de règlements – Prise en charge par un OPCA

Toute inscription oblige au versement d'un acompte de 50 euros + 20 euros d'adhésion ou à la transmission d'un accord de prise en charge. En cas de financement individuel, le paiement du solde, à la charge du stagiaire, est à payer à réception du mail de confirmation de la formation, par chèque à l'ordre d'Initiative & Formation Rhône-Alpes ou par virement. Il est possible de régler en plusieurs fois par chèques avec encaissement échelonné, au plus tard au dernier jour du stage. Dans ce cas, tous les chèques doivent être envoyés au moment de la confirmation de la formation.

Retard de paiement

Conformément aux dispositions de l'article L 441-6 du Code de commerce, le délai de paiement des sommes échues ne peut dépasser les trente jours « fin de mois » à compter de la date d'émission de la facture.

Toute somme non payée à l'échéance figurant sur la facture générera des pénalités de retard exigibles le jour suivant la date de règlement figurant sur la facture au taux d'intérêt légal appliqué par la Banque Centrale Européenne majoré de 10 points de pourcentage, qui ne peut toutefois être inférieur à trois fois le taux d'intérêt légal, ainsi qu'une indemnité forfaitaire de 40€ pour frais de recouvrement, conformément aux dispositions de l'article D 441-5 du Code du Commerce.

Dédit et remplacement d'un stagiaire

Aucun **stagiaire** ne peut se présenter à une formation à la place d'un autre sans avoir été préalablement validé par Initiative & Formation Rhône-Alpes, (délai minimum d'information : 72 heures). Initiative & Formation Rhône-Alpes vérifiera au préalable qu'une personne sur liste d'attente souhaite s'inscrire.

Annulation, absence ou interruption d'une formation du fait du stagiaire

En cas de renoncement par le **stagiaire** à l'exécution de la présente convention dans un délai de 15 jours avant la date de démarrage de la prestation de formation, objet de la présente convention, **le stagiaire** s'engage au versement de 50% du montant global de la prestation à titre de dédommagement.

L'article 8 de la convention de formation précise les différents dédommagements si le délai se raccourci. Seul le prix de la prestation réalisée partiellement est facturé au titre de la formation. Toute somme facturée au titre de dédommagement, réparation ou dédit ne peut faire l'objet d'une demande de remboursement ou de pris en charge par l'OPCA.

Report ou annulation de la formation du fait de l'organisme de formation

En application de l'article L.6354-1 du Code du travail, il est convenu entre les signataires de la présente convention, que faute de réalisation totale ou partielle de la prestation de formation, Initiative & Formation Rhône-Alpes doit rembourser au cocontractant les sommes indûment perçues de ce fait. Seul le prix de la prestation réalisée partiellement est facturé au titre de la formation. Toute somme facturée au titre de dédommagement, réparation ou dédit ne peut faire l'objet d'une demande de remboursement ou de pris en charge par l'OPCA.

Deux semaines avant le premier jour de la formation, si le nombre de stagiaires est inférieur ou égal à 6, celle-ci basculera automatiquement en distanciel via Zoom sans que ni les dates ni le tarif ne soient modifiés. Les stagiaires seront informés par mail le jour-même. Si un stagiaire ne souhaite pas suivre la formation en distanciel, il serait remboursé de son acompte mais l'adhésion à l'association sera conservée par Initiative & Formation Rhône-Alpes.

SOUS-TRAITANCE

Initiative & Formation Rhône-Alpes se réserve le droit de sous-traiter l'animation de la formation à un.e sous-traitant.e. Le processus de recrutement des intervenant.e.s est à la disposition du **stagiaire** sur simple demande.

OBLIGATIONS ET FORCE MAJEURE

En cas de force majeure, les obligations d'Initiative & Formation Rhône-Alpes relatives à ses activités de formation seront suspendues pendant la durée de cette cause. De façon expresse, sont considérés comme cas de force majeure ceux

habituellement retenus par la jurisprudence des cours et tribunaux français.

PROPRIETE INTELLECTUELLE ET COPYRIGHT

L'article L. 111-1 du Code de la propriété intellectuelle dispose ainsi : « l'auteur d'une œuvre de l'esprit jouit sur cette œuvre, du seul fait de sa création, d'un droit de propriété incorporelle exclusif et opposable à tous. Ce droit comporte des attributs d'ordre intellectuel et moral, ainsi que des attributs d'ordre patrimonial [...] ».

L'article L 123-1 précise la durée de vie de ce droit de propriété intellectuelle : » L'auteur jouit, sa vie durant du droit exclusif d'exploiter son œuvre sous quelque forme que ce soit et d'en tirer un profit pécuniaire. Au décès de l'auteur, ce droit persiste au bénéfice de ses ayants-droits pendant l'année civile en cours et les soixante-dix années qui suivent ».

Tous les droits de propriété intellectuelle afférents aux formations d'Initiative & Formation Rhône-Alpes, et notamment tous droits d'auteur, marques, dessins et modèles, bases de données ou logiciels d'Initiative & Formation Rhône-Alpes et les droits de reproduction, représentation et adaptation qui en découlent appartiennent et restent la propriété d'Initiative & Formation Rhône-Alpes, sans que rien ne puisse être interprété comme cédant ou transférant le moindre droit de propriété à tout tiers. Conformément à l'article L. 122-4 du Code de la Propriété Intellectuelle, il est interdit de reproduire, copier, modifier, transmettre, diffuser de toute manière que ce soit, même partiellement, sur tout type de support, tout élément provenant des formations d'Initiative & Formation Rhône-Alpes (par exemple, mais non exclusivement : textes, logos, images, éléments sonores, vidéos, logiciels, icônes) sans l'accord, explicite et préalable de l'Initiative & Formation Rhône-Alpes.

Les contenus de formation et les documentations disponibles sur le site ou dans les formations dispensées ne constituent en aucun cas une source officielle relative aux réglementations et normes techniques, scientifiques ou organisationnelles applicables aux domaines cités. Ces contenus ont été développés uniquement dans un objectif pédagogique et de facilitation du partage de l'information pour les stagiaires.

CONFIDENTIALITE ET COMMUNICATION

Les échanges avec les équipes d'Initiative & Formation Rhône-Alpes ont de base un caractère d'Informations confidentielles. Chacune des parties s'oblige à tenir confidentielles toutes les Informations confidentielles qu'elle recevra de l'autre partie, et notamment à ne pas divulguer les Informations confidentielles de l'autre partie à un tiers quelconque, autre que les personnes ayant besoin de les connaître pour l'exécution des présentes CGV ; et n'utiliser les Informations confidentielles de l'autre partie qu'à l'effet d'exercer ses droits et de remplir ses obligations aux termes des présentes CGV. Le Professionnel se porte fort du respect par ses Apprenants de ces obligations.

Les obligations des parties à l'égard des Informations confidentielles demeurent en vigueur pendant toute la durée de la formation et aussi longtemps, après son terme, que les informations concernées demeureront confidentielles pour la partie les divulguant et, en toute hypothèse.

Initiative & Formation Rhône-Alpes s'engage à veiller au respect par ses sous-traitants des conditions de sécurité et de confidentialité des Informations Confidentielles transmises dans le cadre d'une obligation de moyens.

PROTECTION ET ACCES AUX INFORMATIONS A CARACTERE PERSONNEL

Dans le cas où le **stagiaire** doit fournir des informations pouvant être qualifiées de données à caractère personnel, comme l'adresse de courriel, les conditions de la charte de confidentialité d'Initiative & Formation Rhône-Alpes sont alors applicables. Initiative & Formation Rhône-Alpes s'engage à respecter le droit applicable en France et relatif à la protection des données à caractère personnel et de la vie privée, y compris par transposition de la directive européenne CE/95/46 et en application de la loi française n°78-17 du 6 janvier 1978 « Informatique & Libertés », ainsi qu'en conformité avec le Règlement européen n°2016-679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

En conséquence, Initiative & Formation Rhône-Alpes s'engage à respecter ces principes et obligations selon les conditions exposées dans la politique de confidentialité dédiée à ces questions. Les visiteurs et professionnels sont invités à s'y référer, notamment pour faire exercice de leurs droits d'accès, de rectification, d'opposition et de suppression.

DROIT APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE

Les CGV sont régies par la loi française. Tout différend né de la formation, l'interprétation, l'exécution ou la cessation des CGV pour quelque cause que ce soit fera l'objet d'une tentative de conciliation entre les parties. À défaut de conciliation, tout différend entre les parties né de la formation, l'interprétation, l'exécution, la cessation ou la résiliation des CGV sera porté devant le tribunal compétent de LYON, même en cas de pluralité de défendeurs ou d'appel en garantie.

Signature du bénéficiaire (précédé de la mention « lu et approuvé »